

Déroute économique et réchauffement climatique ?

Pensez justice mondiale !

Des agences de développement catholiques exhortent l'UE à mettre l'humain au centre de sa réponse aux crises financière et climatique.

Bruxelles, le 11 mars 2009 – L'Union européenne (UE) doit promouvoir un nouveau modèle mondial au service du bien commun et s'écarter d'un type de croissance au-dessus de nos moyens, aussi bien du point de vue financier qu'écologique. Telle est la principale demande de la CIDSE à l'UE en prélude au Sommet européen de printemps et à la réunion du G20 à Londres. L'alliance internationale d'agences de développement catholiques déplore que les mesures discutées par l'UE pour renverser la crise ne tiennent pas suffisamment compte des questions de développement, et ne répondent pas aux principes fondamentaux de justice.

« Nous observons une indignation publique face à l'absence de réglementations et la cupidité des acteurs du secteur privé ainsi qu'une plus grande prise de conscience du public par rapport aux effets du changement climatique » remarque René Grotenhuis, Président de la CIDSE. « L'Europe doit saisir ce moment propice pour procéder aux changements nécessaires dans les secteurs de la gouvernance financière et du changement climatique. »

Recommandations de la CIDSE à l'UE

L'UE doit :

- Prendre ses responsabilités et jouer un rôle moteur dans la réorientation des systèmes économiques mondiaux et de leur gouvernance en mettant l'humain au cœur des réponses politiques.
- Considérer le G20 comme une étape intermédiaire au développement de solutions globales nécessaires, qui devraient être décidées au Sommet des Nations unies sur la crise économique et financière prévu en juin.
- Soutenir des mécanismes financiers originaux permettant de garantir des fonds supplémentaires suffisants et accessibles pour agir sur le changement climatique qui ne résulteront pas en la diversion de flux d'aide existants et déjà engagés ; elle doit également annoncer des chiffres concrets sur l'engagement européen.
- S'engager à une réduction des émissions de gaz à effet de serre à savoir un minimum de 30 à 40% d'ici 2020 (par rapport aux niveaux de 1990) et exhorter les autres pays développés à adopter des objectifs similaires.

La proposition de réponse de l'UE à la crise financière sépare les questions financières des questions de développement. Antoine Malafosse, Directeur du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD-Terre Solidaire) commente: « Penser que la crise peut être surmontée si le G20 propose des solutions pour le système financier mondial, et laisse les Nations Unies s'occuper de l'impact de la crise sur le développement, équivaut à penser que le G20 vit sur une planète, tandis que le reste du monde vit sur une autre ».

« Les perspectives de développement des populations des pays en voie de développement dépendent maintenant de la façon dont la communauté internationale va réduire ses émissions de gaz à effet de serre et soutenir l'adaptation des pays en développement aux effets du changement

climatique. La position de l'UE fait défaut sur ces deux points » déclare Chris Bain, directeur de CAFOD (Organisation catholique pour le développement d'outre mer).

FIN

Contact:

Pour plus d'information et/ou pour un entretien avec des experts de la CIDSE, veuillez contacter Roeland Scholtalbers, Chargé de Média & Communication à la CIDSE, scholtalbers@cidse.org, +32 (0)2 282 40 73, +32 (0)477 068 384

Notes aux rédacteurs:

- Le **Conseil européen** se réunira les 19 et 20 mars 2009 à Bruxelles. Les Chefs d'Etat ou de Gouvernement de l'Union européenne et le Président de la Commission européenne y définiront la réponse de l'UE aux crises financière et climatique.
- **G20**: le 2 avril 2009, un groupe de 20 leaders mondiaux se réunira à Londres pour traiter de la crise financière.
- Un dossier presse comprenant les recommandations de la CIDSE à l'UE peut être téléchargé sur le site : www.cidse.org
- La **CIDSE** est une alliance internationale d'agences de développement catholiques œuvrant pour un monde de justice. (www.cidse.org).



Take action; add a plant to the field of justice: www.cidse.org